

No. 54451*

**Peru
and
France**

Agreement on cooperation in the field of defence between the Government of the Republic of Peru and the Government of the French Republic. Lima, 4 November 2013

Entry into force: *29 December 2015, in accordance with article 8*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Peru, 19 April 2017*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Pérou
et
France**

Accord de coopération en matière de défense entre le Gouvernement de la République du Pérou et le Gouvernement de la République française. Lima, 4 novembre 2013

Entrée en vigueur : *29 décembre 2015, conformément à l'article 8*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *Pérou, 19 avril 2017*

**Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD DE COOPERATION EN MATIERE DE DEFENSE

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU PEROU

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

Le Gouvernement de la République du Pérou et le Gouvernement de la République française, ci-après dénommés « les Parties »

Considérant les profonds liens d'amitié unissant les Parties ;

Proclamant leur attachement commun à la Charte des Nations Unies et au règlement pacifique des différends internationaux ;

Partageant la vision d'un monde multipolaire reposant sur la primauté du droit, le respect mutuel des cultures et des nations, et la promotion de la justice sur la scène internationale ;

Fondant leur position sur le principe du plein respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité des nations, ainsi que sur celui de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, conformément à la Charte des Nations Unies ;

Soucieux d'atteindre les objectifs de la lettre d'intention entre le ministre de la défense de la République française et le ministère de la Défense de la République du Pérou ;

Souhaitant approfondir et élargir le cadre de leur coopération dans le domaine de la défense et en fixer les principes et modalités dans le respect de leurs engagements internationaux respectifs ;

Souhaitant resserrer les liens de coopération entre les deux forces armées ;

Désireux d'échanger sur les questions stratégiques ;

Sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1

1. Le présent Accord institue un cadre visant à organiser l'ensemble des activités de coopération menées par les Parties dans le domaine de la défense.
2. Les modalités d'application peuvent être définies par voie d'arrangements entre les services ministériels compétents des Parties.

ARTICLE 2

La coopération peut notamment porter sur les domaines suivants :

- a. Consultations et réunions de travail à tous les niveaux de commandement et d'encadrement ;
- b. Coopération en matière de recherche et de développement ;
- c. Coopération en matière logistique ;
- d. Coopération en matière d'armements, notamment échanges de connaissances et d'expériences en matière d'équipements militaires, soutien étatique en accompagnement des contrats, facilitation du développement de partenariats industriels, mise au point et production conjointes d'armements;
- e. Etudes et stages dans des écoles militaires et centres d'instruction des forces armées françaises ;
- f. Echanges sur les questions d'intérêt commun et en matière de sécurité régionale et internationale, au niveau stratégique et opérationnel ;
- g. Coopération militaire dans les domaines opérationnels, des échanges de doctrines et de personnels, et des formations.

ARTICLE 3

Les Parties conviennent lors de rencontres de définir et d'adopter des actions de coopération bilatérale dans les domaines définis à l'article 2 du présent Accord et d'étudier de nouvelles propositions de coopération.

ARTICLE 4

Les modalités de mise en œuvre de cette coopération peuvent être précisées par voie de programmes, d'arrangements complémentaires ou de documents techniques spécifiques.

ARTICLE 5

Pour permettre l'échange d'informations et de matériels classifiés, les parties conviennent de la nécessité de conclure dans les meilleurs délais un accord de sécurité relatif à la protection des informations et matériels classifiés dans le domaine de la défense.

ARTICLE 6

Sauf disposition contraire figurant dans un arrangement spécifique, chaque Partie prend en charge les frais occasionnés par sa participation et celle de son personnel aux activités de coopération menées dans le cadre du présent Accord.

Tous les frais exposés par une Partie au titre de la mise en œuvre du présent Accord sont exclusivement assumés par ladite Partie dans le cadre des crédits dont dispose l'administration pour ses dépenses de fonctionnement courant.

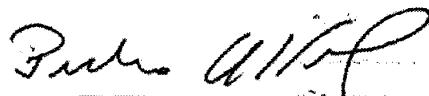
ARTICLE 7

Tout différend concernant l'application ou l'interprétation du présent Accord est réglé exclusivement par voie de consultation ou de négociation entre les Parties.

ARTICLE 8

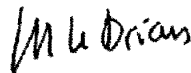
1. Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent Accord, qui prendra effet le jour de la réception de la seconde notification.
2. Le présent Accord conserve sa validité pendant une période de vingt (20) ans à compter de la date d'entrée en vigueur et est reconduit expressément par périodes de cinq (5) ans.
3. Le présent Accord peut être dénoncé à tout moment, moyennant un préavis écrit, par une Partie contractante. Dans ce cas, il expire dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de réception de la dénonciation par l'autre Partie.
4. Les Parties peuvent à tout moment, d'un commun accord, amender par écrit le présent Accord. Tout amendement entrera en vigueur selon les dispositions du paragraphe 1 du présent article.
5. La dénonciation du présent Accord ne dégage par les Parties des obligations contractées pour la durée de sa mise en œuvre.

FAIT à Lima, le 4 novembre 2013 en double exemplaire, chacun en langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.



POUR LE GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE DU PEROU

Pedro Cateriano Bellido
Ministre de la Défense



POUR LE GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE

Jean-Yves Le Drian
Ministre de la Défense

[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]

**ACUERDO DE COOPERACIÓN EN
MATERIA DE DEFENSA**

ENTRE

**EL GOBIERNO DE LA
REPÚBLICA DEL PERÚ**

Y

**EL GOBIERNO DE LA
REPÚBLICA FRANCESA**

El Gobierno de la República del Perú y el Gobierno de la República Francesa, denominados en adelante "LAS PARTES";

Considerando los profundos lazos de amistad que unen a LAS PARTES;

Proclamando su adhesión común a la Carta de las Naciones Unidas y al principio de arreglo pacífico de controversias internacionales;

Compartiendo la visión de un mundo multipolar, basado en la primacía del derecho, el respeto mutuo de las culturas y de las naciones, y la promoción de la justicia en la escena internacional;

Fundamentando su posición en el principio del respeto pleno de la soberanía, de la independencia y de la integridad de las naciones, así como en el de la no injerencia en los asuntos interiores de los Estados, de conformidad con la Carta de las Naciones Unidas;

Interesados en alcanzar los objetivos de la carta de intención entre el Ministro de Defensa de la República Francesa y el Ministerio de Defensa de la República del Perú;

Deseando profundizar y ampliar el marco de su cooperación en el ámbito de la defensa y fijar los principios y modalidades de esta cooperación dentro del respeto de sus compromisos internacionales respectivos:

Procurando reforzar los lazos de cooperación entre las dos fuerzas armadas;
Deseosos de intercambiar en lo que respecta a cuestiones estratégicas;

Han acordado lo siguiente:

ARTÍCULO 1

1. El presente Acuerdo establece un marco destinado a organizar todas las actividades de cooperación llevadas a cabo por LAS PARTES en el ámbito de la defensa.
2. Las modalidades de aplicación pueden ser definidas mediante arreglos entre los servicios ministeriales competentes de LAS PARTES.

ARTÍCULO 2

La cooperación puede referirse especialmente a los siguientes sectores:

- a. Consultas y reuniones de trabajo a todos los niveles de mando y supervisión;
- b. Cooperación en materia de investigación y desarrollo;
- c. Cooperación en materia logística;



- d. Cooperación en materia de armamento, en particular intercambio de conocimientos y de experiencias en materia de equipos militares, apoyo del Estado a la ejecución de contratos, facilitación del desarrollo de alianzas industriales, diseño y producción conjuntos de armamento;
- e. Estudios y pasantías en las escuelas militares y centros de instrucción de las fuerzas armadas francesas;
- f. Intercambios sobre temas de interés común y en materia de seguridad regional e internacional, a nivel estratégico y operacional;
- g. Cooperación militar en los sectores operacionales, de intercambios de doctrinas, de personal, y de formaciones.

ARTÍCULO 3

LAS PARTES acuerdan definir y adoptar, durante encuentros, acciones de cooperación bilateral en los sectores señalados en el artículo 2 del presente Acuerdo y estudiar nuevas propuestas de cooperación.

ARTÍCULO 4

Las modalidades de realización de esta cooperación pueden precisarse mediante programas, arreglos complementarios o a través de documentos técnicos específicos.

ARTÍCULO 5

Con vistas a permitir el intercambio de información y material clasificados, LAS PARTES reconocen la necesidad de concluir cuanto antes un acuerdo de seguridad sobre protección de información y material clasificados en el ámbito de la defensa.

ARTÍCULO 6

Salvo disposición contraria que figure en un arreglo específico, cada PARTE asume los gastos ocasionados por su participación, y la de su personal, en las actividades de cooperación llevadas a cabo en el marco del presente Acuerdo.

Todos los gastos incurridos por una PARTE, relacionados a la ejecución del presente Acuerdo, son asumidos exclusivamente por dicha PARTE, en el marco de los créditos que dispone la administración para sus gastos de funcionamiento corriente.

ARTÍCULO 7

Cualquier controversia sobre la aplicación o la interpretación del presente Acuerdo se resolverá exclusivamente mediante consulta o negociación entre LAS PARTES.

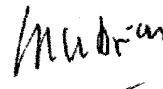
ARTÍCULO 8

1. Cada una de las Partes notificará a la otra el cumplimiento de los procedimientos internos requeridos para la entrada en vigor del presente Acuerdo, que surtirá efecto el día de la recepción de la segunda notificación.
2. El presente Acuerdo conserva su validez durante un periodo de veinte (20) años, a partir de la fecha en que entra en vigencia y se renueva expresamente por periodos de cinco (5) años.
3. El presente Acuerdo puede ser denunciado en cualquier momento, mediante preaviso escrito, por una PARTE contratante. En ese caso, se extingue en un plazo de noventa (90) días contados a partir de la fecha de recepción de la denuncia de la otra PARTE.
4. LAS PARTES pueden, en cualquier momento, de común acuerdo, enmendar por escrito el presente Acuerdo. Toda enmienda entrará en vigor según lo dispuesto en el numeral 1 del presente artículo.
5. La denuncia del presente Acuerdo no libera a LAS PARTES de las obligaciones contraídas por el tiempo que dure su implementación.

Hecho en Lima, el 04 de noviembre de 2013 en dos ejemplares, cada uno en idioma castellano y francés, siendo ambos textos igualmente auténticos.


 POR EL GOBIERNO DE LA
 REPÚBLICA DEL PERÚ

Pedro Cateriano Bellido
 Ministro de Defensa


 POR EL GOBIERNO DE LA
 REPÚBLICA FRANCESA

Jean-Yves Le Drian
 Ministro de Defensa

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT ON COOPERATION
IN THE FIELD OF DEFENCE

BETWEEN

THE GOVERNMENT OF
THE REPUBLIC OF PERU

AND

THE GOVERNMENT OF
THE FRENCH REPUBLIC

The Government of the Republic of Peru and the Government of the French Republic, hereinafter referred to as "the Parties";

Considering the long-standing bonds of friendship uniting the Parties;

Affirming their shared commitment to the Charter of the United Nations and to the principle of peaceful settlement of international disputes;

Sharing the vision of a multipolar world built on the primacy of law, mutual respect for cultures and nations, and the promotion of justice on the international stage;

Basing their position on the principles of absolute respect for the sovereignty, independence and integrity of nations and non-interference in the internal affairs of States, in accordance with the Charter of the United Nations;

Wishing to achieve the objectives set out in the letter of intent signed by the Minister of Defence of the French Republic and the Ministry of Defence of the Republic of Peru;

Desiring to deepen and broaden the scope of their cooperation in the field of defence and to establish the principles and forms of this cooperation, taking account of their respective international commitments;

Seeking to strengthen cooperation between the two armed forces;

Wishing to exchange information on strategic issues;

Have agreed as follows:

ARTICLE 1

1. This Agreement establishes an organizational framework designed to cover all cooperation activities conducted by the Parties in the field of defence.
2. The modalities for implementation of this Agreement may be defined by means of agreements between the relevant ministries of the Parties.

ARTICLE 2

Cooperation may take the following forms in particular:

1. Consultations and work meetings at all levels of command and administration;
2. Cooperation in research and development;
3. Cooperation in logistics;
1. Cooperation in the field of armaments, particularly exchanges of knowledge and experience of military equipment, State support for contract implementation, support to facilitate the development of industrial partnerships, joint design and production of armaments;
2. Study visits and assignments in the military schools and training centres of the French armed forces;
3. Exchanges on issues of mutual interest and on regional and international security, at the strategic and operational levels;
4. Military cooperation in operational matters, exchange of best practices and personnel, and training.

ARTICLE 3

The Parties agree to define and approve, in the course of their meetings, bilateral cooperation activities in the fields specified in article 2 of this Agreement and to examine new cooperation proposals.

ARTICLE 4

The forms that this cooperation may take may be specified by means of specific programmes, supplementary agreements or technical documents.

ARTICLE 5

With a view to enabling the exchange of classified information and materials, the Parties recognize the need to conclude a security agreement relating to the protection of classified information and materials in the field of defence as soon as possible.

ARTICLE 6

Unless otherwise provided in a specific agreement, each Party shall bear the costs associated with its participation, and the participation of its personnel, in the cooperative activities conducted within the framework of this Agreement.

All costs incurred by a Party in connection with the implementation of this Agreement shall be borne exclusively by that Party, from the appropriations made available to the administration for its day-to-day operating costs.

ARTICLE 7

Any dispute concerning the implementation or interpretation of this Agreement shall be settled solely by means of consultation or negotiation between the Parties.

ARTICLE 8

1. Each of the Parties shall notify the other of the completion of the internal formalities required for the entry into force of this Agreement, which shall take place on the date of receipt of the second notification.
2. This Agreement shall remain in effect for a period of twenty (20) years, beginning on the date of its entry into force, and may be explicitly extended for five-year periods.
2. This Agreement may be denounced at any time by written notice of a contracting Party. In such case, it shall expire ninety (90) days after the date on which the other Party receives the notice of denunciation.
3. The Parties may, at any time, by mutual agreement, amend this Agreement in writing. Any amendment shall enter into force in accordance with the provisions of paragraph 1 of this article.
4. The denunciation of this Agreement shall not release the Parties from obligations assumed for the time that it remains in effect.

Done at Lima, on 4 November 2013 in two originals, in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

FOR THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PERU

Pedro Cateriano Bellido
Minister of Defence

FOR THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC

Jean-Yves Le Drian
Minister of Defence